

Convention collective

**IDCC : 8422. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Alsace)**

(14 février 2008)

(Etendue par arrêté du 16 mars 2009,
Journal officiel du 25 mars 2009)

AVENANT N° 8 DU 30 JUIN 2011

NOR : *AGRS1297010M*
IDCC : 8422

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin ;
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin ;
Le syndicat des pépiniéristes-viticoles d'Alsace ;
La fédération des syndicats de maraîchers d'Alsace ;
L'association des viticulteurs d'Alsace ;
L'association des fermes-auberges du Bas-Rhin ;
L'association des fermes-auberges du Haut-Rhin ;
Le syndicat des horticulteurs du Bas-Rhin ;
Le syndicat des horticulteurs du Haut-Rhin ;
Le syndicat des pépiniéristes d'Alsace ;
Les entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;
Les entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;
La COOP de France Alsace, section CUMA,

D'une part, et

L'UR CFTC Alsace ;
L'UR CGT Alsace ;
L'UD CGT-FO Haut-Rhin ;
Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 45 « Congés pour événements familiaux » de la convention collective sont modifiées comme suit.

« Des congés exceptionnels rémunérés seront accordés aux salariés dans les circonstances suivantes :

- mariage ou pacs de l'intéressé : 4 jours ;
- mariage ou pacs d'un enfant : 1 jour ;
- assistance aux obsèques :
 - d'un enfant, d'un conjoint, d'un concubin ou d'un pacsé : 3 jours ;
 - d'un parent : 3 jours ;
 - d'un frère, d'une sœur, d'un beau-parent : 1 jour ;
 - d'un grand-parent et arrière-grand-parent : 1 jour ;
- naissance ou adoption : 3 jours.

Ne pourront être, dans ce cas, considérés comme jours de congé que les jours ouvrés.

La rémunération due au titre de ces congés exceptionnels sera calculée sur la base de la durée habituelle de travail du salarié.

Il ne sera pas tenu compte des heures de travail ainsi rémunérées dans le calcul des heures supplémentaires. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} juillet 2011.

Article 3

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Strasbourg, le 30 juin 2011.

(Suivent les signatures.)